

Faut-il exclure les extrémistes du débat ?

Le contexte

Une conférence sur la légalisation du cannabis a dû être annulée à l'ULB. Parmi les invités du Cercle des étudiants libéraux, un élu du Parti populaire. Ce qui a fait bondir l'Union syndicale des étudiants et le Comac qui ont fait pression. Démocratique ou pas ?

Non

■ L'idée est que le débat brasse tous les horizons avec des représentants de tous les partis politiques. Nous avons dû annuler le nôtre sous la pression des cercles de gauche qui, en fait, ne combattent pas l'extrémisme mais la droite. Un danger pour la démocratie !

Fanny Tsiplakis

Présidente du CEL (Cercle des étudiants libéraux) de l'ULB

Vous avez annulé lundi, à la dernière minute, une conférence qui devait avoir lieu à l'ULB mardi soir sur la légalisation du cannabis. Que s'est-il passé ?

Nous avons choisi d'organiser une conférence sur la légalisation du cannabis en Belgique et avons invité quelqu'un du MR, quelqu'un du PS, quelqu'un du CDH et un membre du CHU Brugmann. Julien Uyttendaele (PS) et Mathieu Bihet (MR) avaient accepté. Brugman et le CDH ont dit non. Il nous fallait donc un interlocuteur pour s'opposer à la légalisation du cannabis. Nous nous sommes alors tournés vers Jérôme Munier du Parti populaire (PP) et en avons averti les deux autres participants. Les affiches ont été placardées avec l'annonce de la conférence. Aucune réaction pendant dix jours. Puis, hier, l'union syndicale des étudiants et le Comac (mouvement de jeunes du PTB) nous ont avertis que, si nous maintenions l'événement avec l'élu PP, ils viendraient faire blocage et feraient tout pour l'empêcher. Par ailleurs, Julien Uyttendaele s'est rétracté, sous la pression, je pense. Nous avons donc dû annuler.

Comment se positionnent les autorités de l'ULB ?

J'ai été convoquée aujourd'hui par le vice-recteur. Il nous a reproché de ne pas l'avoir averti du changement. C'est vrai mais c'était déjà arrivé par le passé que l'on doit effectuer des modifications de dernière minute et cela n'avait pas posé de problème. Le vice-recteur nous a d'ailleurs clairement encouragés à persévérer et à organiser notre débat dans un avenir proche.

Tout en redonnant la parole au Parti populaire ?

Que les choses soient bien claires. Nous ne cau-

tionnons évidemment en aucun cas les positions du Parti populaire. Ce n'est pas parce que nous donnons la parole à un parti d'extrême droite sur un sujet précis que nous partageons ses idées ! D'ailleurs, celles-ci n'étaient pas du tout le propos ici : il s'agissait d'un débat sur la légalisation du cannabis et il nous fallait un interlocuteur qui soit contre. Nous tenons à la liberté d'expression sur le campus de l'ULB ! Le Comac et d'autres cercles de gauche organisent bien des événements où la parole est donnée à des extrémistes de gauche : il n'y a jamais eu de réactions ou de menaces de notre part. L'idée est que le débat puisse brasser tous les horizons avec des représentants de tous les partis politiques. Si on ne défend pas la liberté d'expression ici, sur le campus de l'ULB, on ne le fera nulle part !

Jusqu'à donner la parole à des gens que le cordon sanitaire tiendrait éloignés des médias ?

Je répète que nous ne partageons bien sûr pas les idées du PP. Mais si l'union syndicale des étudiants considère que le meilleur moyen de combattre l'extrémisme (singulièrement donc, pour eux, l'extrémisme de droite) consiste à l'exclure des débats publics, ce n'est pas notre avis. Au contraire même. L'histoire récente nous a montré que la plus grande faiblesse de l'extrémisme est précisément le débat. Rappelez-vous Marine Le Pen lors des dernières présidentielles en France. Elle avait perdu plus de dix points dans les sondages après le grand débat d'entre deux tours.

Vous dites que vous allez probablement réorganiser ce débat. Comment êtes-vous sûre de pouvoir aller jusqu'au bout la prochaine fois ?

Si le PS ne souhaite pas participer, nous irons chercher d'autres familles politiques pour rejoindre nos deux interlocuteurs toujours au programme. Vous savez, il n'est pas normal de devoir annuler un échange d'idées. D'ailleurs, l'union syndicale et le Comac ne s'opposent pas à l'extrémisme mais à la droite. Quand on a des invités du MR qui viennent, cela pose problème également. Rappelez-vous aussi que Theo Francken avait été empêché de faire sa conférence à la VUB... Qu'on aime ou qu'on n'aime pas les idées du ministre, il a quand même été élu, il est quand même au gouvernement. Nous remarquons que, dès qu'on invite quelqu'un de droite qui a un avis un peu prononcé, cela dérange l'union syndicale et le Comac. Et, pour moi, cela représente un vrai danger pour la démocratie !

Entretien : Monique Baus

Theo Francken refoulé de la VUB

Mardi 2 mai, entre cinquante et cent étudiants se revendiquant de gauche ont fait barrage à l'intervention du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration Theo Francken (N-VA) à la Vrije Universiteit Brussel (VUB).

Résultat : l'événement a été annulé.

Réactions. Theo Francken a dénoncé *"une intolérable atteinte à la liberté d'expression"*. La rectrice de l'université a jugé la situation inacceptable et a lancé une enquête.

Oui

■ Nous sommes opposés à ce qu'un membre du PP puisse participer à cette conférence sur le cannabis à l'ULB. Il n'est pas acceptable de donner la parole à ce parti d'extrême droite qui utilise la désinformation et la peur pour servir ses discours de haine.

Mathilde Retout

Coresponsable à l'Union syndicale étudiante (attaché aux jeunes FGTB)

Pourquoi avoir demandé l'annulation d'une conférence/débat autour de la légalisation du cannabis qui devait se dérouler le 17 octobre à l'ULB ?

Nous reprochons aux organisateurs d'avoir invité le Parti populaire (PP) qui est un parti d'extrême droite. A côté d'interlocuteurs valables comme le député PS Julien Uyttendaele et Mathieu Bihet, président des Jeunes MR, était convié Jérôme Munier, membre du PP. Il n'est pas acceptable de donner la parole à l'extrême droite et d'ainsi légitimer son existence. Nous ne pouvons tolérer une telle banalisation de l'extrême droite. Cette invitation n'est pas anodine dans le contexte actuel. De nombreux pays européens, comme la France et l'Autriche, voient l'extrême droite gagner de plus en plus d'électeurs. Pour la première fois depuis 1945, elle est de retour au Parlement allemand.

Pour combattre les partis extrémistes et leurs messages simplistes, ne vaut-il pas mieux les confondre en public lors de débats, comme ce fut le cas en France lorsque Marine Le Pen a été confrontée à Emmanuel Macron lors des présidentielles ?

On ne combat pas l'extrême droite en lui donnant une tribune et en lui parlant. On la combat en considérant qu'elle n'est ni respectable ni acceptable. Laisser l'extrême droite prendre la parole comme d'autres et lui permettre de présenter ses idées lors de conférences ou de JT sur TF1 ou France 2 ont permis en France de lui donner une visibilité médiatique énorme et de dédramatiser le FN. Que pensent les gens ? Que si l'extrême droite était invitée au JT à 20h, elle devait être respectable et qu'il n'y avait pas de problème à voter pour elle.

Le Parti populaire joue le jeu politique en Belgique, il se présente à des élections et a des élus. Il est accepta-

ble pour la démocratie belge, pas pour vous ?

Sans vouloir atteindre le point Godwin, je voudrais dire que Hitler a été élu aux élections. Débattre publiquement avec l'extrême droite est dangereux car elle utilise la désinformation et la peur pour servir ses discours de haine.

Y a-t-il d'autres partis en Belgique avec lesquels il n'est pas acceptable de débattre ?

Outre le Parti populaire, il y a Nation, les résidus du FN belge, le Vlaams Belang et, dans une moindre mesure, la N-VA quand sa politique – notamment celle de Theo Francken à l'Asile et aux Migrations – se rapproche de l'extrême droite.

Le PTB – qualifié de "stalinien" par le député PS Willy Demeyer – est-il un parti fréquentable ?

Je ne crois pas qu'il faille jouer à l'amalgame entre extrême droite et extrême gauche. Le PTB n'est pas à ranger dans les rangs de ceux avec qui il est intolérable de parler.

Que pensez-vous du retrait de Julien Uyttendaele (député PS à Bruxelles) de ce débat suite aux réactions sur les réseaux sociaux ?

C'est une réaction positive de ne pas vouloir débattre avec l'extrême droite et de ne pas vouloir y être associé lors d'une conférence/débat.

Où se termine la liberté d'expression, selon vous ?

Une chose est de laisser à l'extrême droite la liberté de parler, une autre est de lui proposer des tribunes dans les conférences, les médias ou au sein d'universités.

Pour le Conseil de déontologie journalistique (Muriel Hanot dans une interview à La Première le 4 mai 2017), le PP n'est pas identifié comme liberticide et antidémocrate et, par là, ne devrait pas subir d'exclusion des médias en direct selon le principe du "cordon sanitaire". D'où affirmez-vous que le PP est un parti d'extrême droite ?

C'est d'abord ce qu'ont constaté les politologues du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP). Pour notre part, le PP est un parti d'extrême droite, raciste et réactionnaire, sans aucun doute. Dans son manifeste, il affirme que "Oui, nous fermerons nos frontières et mettrons dehors ceux qui n'ont pas leur place chez nous", il défend le port d'arme et une "armée plus efficace", il annonce qu'il coupera tous les subsides et aides publiques "injustifiées" aux "ASBL sans objet utile et à la presse", il refuse la "théorie du genre et autres fadaïses qui sèment la confusion sur l'identité de base". En conclusion, il déclare qu'ils "remettront de l'ordre".

Entretien : Thierry Boutte

"Il y a un argument légitime qui consiste à dire qu'il ne faut pas normaliser [...] l'extrême droite."

Geoffroy Pleyers

Le sociologue de l'UCL explique au "Soir" qu'il y a deux conceptions de la démocratie. L'une attachée à la pluralité des opinions. L'autre au fait qu'en vertu de certaines valeurs, on ne peut pas laisser les extrémistes s'exprimer.